

---

## Origines des conflits armés en Afrique Occidentale : étude du cas ivoirien\*

---

Bakary CAMARA\*\*

### Summary

*Since the end of the Second World War in 1945 and the beginning of the cold war in 1947, we assisted to civil wars, ethnic conflicts and interstates official wars throughout the world. These conflicts were generally known under the name of “conflicts of low intensity”, or when it was within a Sovereign state, one spoke about rebellion. These conflicts had in most of the time their origins in the ideological conflict which opposed the two blocs: capitalist and Communist. After the cold war, the proliferation of ethnic and religious conflicts intensified. The tensions which the dictatorships of the time of the cold war brooded burst. The dislocation of the former Soviet Union and the disappearance of the communist bloc were at the time the direct origins of conflicts and competitions not only in Eastern Europe, but also in Africa. In Africa, several historical and contemporary factors among which slavery, the policies and the administrative actions of colonialism and the arbitrary-delimitation of the borders are the major causes of these conflicts. From these remote origins, rise the immediate causes of current conflicts that are result not only of the weakness of African modern states, but also exclusion, passions of mass, the security dilemma between ethnic groups, and external patronage. The object of this essay is to show that in spite of the remote origins of these tragedies in Western Africa, had not been the handling of the populations or ethnic groups living under difficult economic conditions by African political and intellectual elites, these conflicts could be avoided.*

### INTRODUCTION

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale en 1945 et le début de la guerre froide en 1947, nous avons assisté au fil des années, à des

---

\* Cette étude a été présentée pour la première fois au Symposium du Mali sur les Sciences appliquées (MSAS-Mali Symposium on Applied Sciences) en août 2004 et pour la deuxième fois en version améliorée en août 2006. Voir : <http://www.msas.maliwatch.org/>

\*\* Bakary CAMARA est enseignant chercheur à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Bamako (Mali).

guerres civiles, des conflits ethniques<sup>1</sup> et interétatiques<sup>2</sup> à travers le monde. Ces conflits étaient généralement connus sous le nom de conflits à intensité limitée<sup>3</sup>. Ils étaient aussi appelés « rébellions » par les dictatures concernées par ces conflits à la même époque. Ces conflits avaient généralement leurs origines dans le conflit idéologique qui opposait les deux blocs capitaliste et communiste. Après la guerre froide, la prolifération des conflits ethniques et religieux s'est intensifiée. Les tensions que couvaient les dictatures du temps de la guerre froide ont éclaté. La dislocation de l'ex-Union Soviétique et la disparition du bloc communiste ont été à l'époque les origines directes des conflits et des rivalités non seulement en Asie et en Europe de l'Est, mais aussi en Afrique<sup>4</sup>.

En Afrique, plusieurs facteurs historiques et contemporains, parmi lesquels, la traite des esclaves, la politique et les actions administratives du colonialisme (délimitation arbitraire des frontières)<sup>5</sup> sont les causes profondes de ces conflits. De ces origines lointaines, découlent les causes immédiates des conflits d'aujourd'hui qui se traduisent non seulement par la faiblesse de nos états modernes, mais aussi par l'exclusion, les passions de masse, le dilemme sécuritaire entre groupes ethniques<sup>6</sup>, et le patronage extérieur<sup>7</sup>. Cette étude est le résultat de notre expérience sur le terrain de l'étude et l'exploitation des différents écrits sur les conflits en Afrique en général et sur la Côte d'Ivoire en particulier. Plusieurs auteurs ont traité de la crise ivoirienne sans toucher spécialement du doigt les causes réelles qui ont désamorcé la « bombe ethnique » qui était déjà prête à exploser depuis la deuxième moitié des années 1980. Contrairement à certains auteurs qui

---

<sup>1</sup> Kaufman (J. Stuart). 2001. *Modern hatred – The symbolic politics of ethnic war*, Cornell University Press, 262 pages. Voir aussi: Bassett, J., Thomas (2003). *Afrique contemporaine*, 2 (n° 206), pp. 13 à 27.

<sup>2</sup> Le Mali a connu deux conflits armés frontaliers avec le Burkina Faso: le premier en 1974-75 et le deuxième en décembre 1985. Voir : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre\\_de\\_la\\_Bande\\_d'Agacher](http://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_de_la_Bande_d'Agacher)

<sup>3</sup> Hippler, Jochem (1988). *Low intensity warfare and its implications for NATO*. En ligne: [http://www.jochen-hippler.de/Aufsätze/low-intensity\\_conflict/low-intensity\\_conflict.html](http://www.jochen-hippler.de/Aufsätze/low-intensity_conflict/low-intensity_conflict.html)

<sup>4</sup> Voir: Espace régional Zaïrois. En ligne : [http://www.alencontre.org/EdPage2/p2\\_AFR\\_zaire.html](http://www.alencontre.org/EdPage2/p2_AFR_zaire.html)

<sup>5</sup> Hugon (Philippe). 2003. *L'Economie de l'Afrique*, 4<sup>ème</sup> édition, Paris, La Découverte (Repère ; 117)

<sup>6</sup> Kauffman (Chaim). *Possible and Impossible solution to ethnic civil war*. International Security, spring 1996, Vol.20, N°4, p.136 (40).

<sup>7</sup> Bolger, Major D. P., (1991). *Scenes from an Unfinished War: Low-Intensity Conflict in Korea, 1966-1968*. Leavenworth Papers, US ISSN: 0195 3451, N° 19. En ligne, <http://www.cgsc.army.mil/carl/resources/csi/Bolger/bolger.asp>

---

s'appesantissent sur les causes exogènes des conflits violents en Afrique, nous partons du postulat que les causes réelles de ces conflits sont les actions politiques des élites Africaines. L'objet de cet article est de démontrer à travers les différentes théories des conflits ethniques que, malgré les origines lointaines de ces tragédies en Afrique Occidentale, n'eut été la manipulation des populations ou groupes ethniques se trouvant dans des conditions économiques difficiles par les élites politiques et intellectuelles Africaines en générales et Ivoiriennes en particulier, ces conflits pouvaient être évités. Pour atteindre notre objectif, nous parlerons d'abord des causes des haines historiques et celles de la faiblesse économique et politique des états en Afrique subsaharienne avant de nous pencher sur la théorie générale du symbolisme politique<sup>8</sup> (Kaufman 2001) ayant le cas ivoirien comme objet d'étude.

## **I - Les origines des conflits en Afrique subsaharienne**

Les haines historiques parmi les populations africaines, et la faiblesse économique et politique des pays d'Afrique noire trouvent leurs origines dans l'esclavage, la colonisation, et son système d'économie de rente.

### **A - Les haines historiques**

Dans un pays donné, quand deux groupes ethniques occupent un territoire, le premier s'étant installé pendant cinq cents ans et le second pendant cinquante ans, le premier revendiquera l'appartenance du territoire. Le second fera de même en demandant l'intangibilité des frontières existantes réunissant les deux communautés sur le même territoire, ou celles existant divisant un peuple ou le même territoire par une frontière artificielle issue de colonisation ou d'annexion. Si la majorité et la minorité d'un groupe ethnique se trouvent sur un territoire non administré par un même gouvernement central, la majorité ou la minorité de ce groupe ethnique se trouvant de part et d'autre des frontières artificielles sont considérés comme autochtones ou étrangers dépendant de l'ancienneté de leur installation sur le territoire concerné. La majorité, (généralement du pays originaire) d'une ethnie donnée d'un pays considérera que sa minorité de l'autre côté de la frontière a le droit d'être propriétaire de terre, le droit à

---

<sup>8</sup> Kaufman (J. Stuart). 2001. *Modern hatred – The symbolic politics of ethnic war*, Cornel University Press, 262 pages.

l'autonomie et celui d'être protégé contre toute forme d'oppression du gouvernement ou des autres groupes ethniques de la terre d'accueil. Chacun des deux groupes, le premier et le deuxième occupant du territoire pensent qu'ils ont tous le droit de propriété sur le territoire qu'ils partagent. Ou bien, le premier considère le second comme étant un citoyen de second plan. Les uns et les autres s'accusent mutuellement comme étant envahisseurs, étrangers, xénophobes ou même fascistes. C'est cette situation qui prévaut aujourd'hui en Afrique en générale et en Afrique Occidentale en particulier.

Cette situation découle d'abord de l'esclavage, ensuite des conflits fratricides anciens entre royaumes et empires africains en perpétuelles disputes avant l'arrivée des occidentaux sur le territoire africain et enfin de la colonisation. L'esclavage a non seulement vidé l'Afrique de ses bras valides, mais aussi, a laissé des souvenirs de haine parmi les différents habitants du continent. La traite des noirs, vidant l'Afrique de ses bras valides, a ralenti son développement économique. Avant l'arrivée des Européens, l'esclavage existait déjà et était pratiqué par les africains et les arabes. Certains peuples et communautés étaient haïs ou craint par d'autre à cause de leur spécialisation dans la traite, dans le commerce transsaharien. Quand les Européens sont arrivés, ils ont non seulement utilisé certains peuples côtiers pour s'approvisionner en esclaves dans l'Afrique profonde<sup>9</sup>, mais aussi des royaumes et empires qui perpétreraient des razzias dans d'autres royaumes et villages éloignés des forêts et des savanes. Les esclaves étaient transportés au Moyen Orient et en Europe à travers le Sahara et la Méditerranée, et, en Amérique et toujours en Europe par l'Océan Atlantique. C'est pourquoi les mauvais souvenirs de l'esclavage contre certains peuples ou ethnies restent toujours vivaces car sur les régions côtières, certains groupes ethniques ont été utilisés par les caravaniers comme guides ou comme employés sur les bateaux (Ellis 2001 :51-56).<sup>10</sup> Cette vivacité est favorisée par la tradition orale. Ces mauvais souvenirs existent aussi concernant certains peuples sur le continent plus à l'intérieur, qui constituaient des traits d'union entre le monde Arabe et celui des « négros » du continent (Ibid.).<sup>11</sup>

En plus des haines issues de la période de la traite des noirs, la plupart des peuples forestiers et des peuples côtiers gardent toujours le mauvais souvenir des grands royaumes et empires mandings dont se réclament aujourd'hui tous les mandingues (du Sénégal, de la Gambie, de

---

<sup>9</sup> Parmi les peuples non côtiers de l'intérieur du continent Africain

<sup>10</sup> Ellis (Stephen). *Les guerres en Afrique de l'Ouest : le poids de l'histoire*. Afrique Contemporaine, 2<sup>ème</sup> trimestre 2001, N° 198, pp. 51 - 56

<sup>11</sup> Ibid.

Guinée-Bissau, de la Sierra Léone, du Libéria, de la Côte d'Ivoire...) de l'Afrique Occidentale. L'histoire la plus récente est celle des troupes de Samori Touré qui, soit occupaient les régions forestières du Libéria et de la Côte d'Ivoire, ou y effectuaient des razzias.<sup>12</sup> Par ailleurs, les mandingues<sup>13</sup> sont migrants de nature et pratiquent le commerce et la religion musulmane. Ce qui les différencie linguistiquement, culturellement et physiquement des forêts. La balkanisation de l'Afrique Occidentale par la colonisation a partagé le peuple mandingue entre plusieurs pays créés de toute pièce à cause d'intérêts économiques et politiques. Ces peuples, considérés comme étrangers, surtout dans les États des régions forestières, se sentent exclus politiquement et socialement, même si souvent, ils constituent la majorité ou l'une des communautés les plus importantes et dynamiques de par leurs activités économiques, leur langue et leur culture. Ce sentiment d'exclusion de ces communautés parmi tant d'autres à travers l'Afrique Occidentale, aggravé par la faiblesse des états et le problème du contrôle des ressources économiques (qui date depuis la colonisation) a provoqué des conflits ethniques dans plusieurs pays de la sous région. Après l'esclavage, avec la colonisation, les nouveaux pays capitalistes ont institué en Afrique, un système économique basé sur l'exploitation des champs de coton, de café, de cacao et d'arachide.

### **A. Le système Economique : esclavagiste et inégalement réparti**

Economiquement, la traite (entre 80 et 100 millions d'hommes et de femmes) a affaibli considérablement les grands Etats de l'intérieur et favorisé les petits Etats courtiers –peuples côtiers alliés des négriers-modifiant ainsi la répartition spatiale de la population et métamorphosant les systèmes de production (Hugon 2003).<sup>14</sup> Jusqu'à la colonisation, l'Afrique est demeurée sous peuplée. Après 1870, la colonisation a fait de l'économie africaine une économie de ponction (parafiscalité) et de mise en réserve d'avantage. L'Afrique est donc un réservoir de produits exotiques et le déservoir des produits manufacturés. En ce sens que les Européens achètent à bas pris les matières premières en Afrique pour les transformer en Europe et les revendre à des pris onéreux aux africains.

---

<sup>12</sup> Comme par exemple, les Touaregs au nord du Mali, du Niger et du Burkina étaient spécialisés dans la traite des noirs

<sup>13</sup> Malinkés, Dioulas, Mandingos, Bambara, Sarakolés, Senoufo, etc.

<sup>14</sup> Hugon (Philippe). 2003. *L'Economie de l'Afrique*, 4<sup>ème</sup> édition, Paris, La Découverte (Repère ; 117)

Après les indépendances, l'Afrique a hérité de la colonisation d'un environnement économique dépourvu d'industries et subordonné exclusivement aux exportations des produits de base (cultures d'exportations et de mines) dépendant des prix fixés par les occidentaux. Le taux d'épargne et d'investissement est resté faible à cause de l'instabilité politique et des risques. Le surplus ou rente provenant du secteur primaire et de l'aide extérieur se convertit pour l'essentiel en importations de biens et de services ayant peu d'effets d'entraînement sur les activités productrices, et les distorsions en faveur des secteurs non directement productifs ont tous favorisé le blocage de l'accumulation (Ibid.).

Les crises agricoles ont profondément affecté l'ensemble du système économique des états africains pendant des décennies. C'est pourquoi, vers la fin des années 1980 et le début des années 1990, avec l'avènement de la démocratie et de la libéralisation économique, l'inégale répartition des ressources économiques entre les populations a entraîné le mécontentement au sein de certaines couches sociales qui a donné naissance, à son tour, à l'éveil du nationalisme ethnique. C'est le cas de la Côte d'Ivoire qui est toujours restée dépendante des produits primaires traditionnels (le cacao, le café,...) pour ses exportations (Sindzingre 2000 : 28).<sup>15</sup> En plus de ces souvenirs historiques et des crises économiques, la non homogénéité de la population dans les États africains a aussi favorisé des crises identitaires qui aboutissent aux conflits ethniques.

## **B. Les causes relatives à la non homogénéité des Etats africains**

Les découpages territoriaux issus de la colonisation ont contribué au ralentissement du développement humain et économique du continent africain. Ces découpages ont conduit à la fragmentation sous diverses citoyennetés de peuples solidement unis par des liens linguistiques, politiques, et culturels comme les mandingues, les haoussas, les Somalis, etc. Cette balkanisation de l'Afrique a regroupé des groupes de populations n'ayant pas beaucoup de choses en commun et qui parfois se haïssaient.

Après les indépendances, les frontières héritées des Européens ont été maintenues et les dirigeants de chaque nouvel État se sont attelés à la construction nationale. C'est-à-dire la création d'une conscience nationale. Après plus de quarante ans, d'indépendance, bien que des embryons de sentiments nationalistes existent çà et là, les différents groupes ethniques

---

<sup>15</sup> Sindzingre (Alice). *Le contexte économique et social du changement politique en Côte d'Ivoire*. Afrique Contemporaine, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, p.28

des pays africains ont toujours une vision restrictive de l'Etat nation et le sentiment national. Le sentiment national en tant que tel «n'est pas vécu comme un lien de solidarité transcendant les clivages politiques, ethniques, socio-économiques ou religieux, mais comme une exacerbation du sentiment particulariste lorsqu'on participe de près ou de moins près à l'exercice du pouvoir.» (Veyrac 2004)<sup>16</sup>. C'est pourquoi depuis les indépendances jusqu'à la fin de la guerre froide, nous avons assisté à l'avènement de dictatures et de conflits armés ou ethniques. Après la guerre froide en 1989 et l'avènement de la démocratie, l'opportunité a été offerte aux prises de conscience identitaires pour les différents groupes ethniques des états africains. Les conflits issus de ces prises de conscience identitaires pouvaient être évités n'eut été la manipulation d'une certaine classe d'élites africaines pour leurs intérêts égoïstes appuyées par des puissances extérieures qui, soit financent les opérations, ou soit facilitent l'acquisition de matériels de guerre et la formation des combattants des deux côtés (loyalistes et insurgés).<sup>17</sup> La crise ivoirienne illustre bien cette manipulation de la population par les élites africaine.

## **II - La crise Ivoirienne**

La crise économique, la démocratie et les vieux souvenirs utilisés par les élites ivoiriennes à des fins politiques ont contribué à l'installation du dilemme sécuritaire en Côte d'Ivoire.

### **A. La crise économique comme cause immédiate du conflit en Côte d'Ivoire**

La crise économique et le phénomène d'appauvrissement des populations constituent l'une des causes principales de l'instabilité en Côte d'Ivoire. Depuis l'indépendance en 1960 jusqu'au gouvernement d'Henry Konan Bédié en 1993, le café et le cacao constituent la base sociale et politique du parti au pouvoir (PDCI-RDA) qui a créé une « bourgeoisie de

---

<sup>16</sup> Veyrac, J-Louis. Sur le Web. 31/07/04. Afrique Noire, <http://ethnisme.benvautier.com/analyses/regions/afriquenoire.html>

<sup>17</sup> Le MPC (Mouvement Populaire de Côte d'Ivoire), mouvement rebelle aurait bénéficié du soutien du Président Blaise Compaoré et Mouammar Kaddafi (voir l'article de Mélanie Cathelin In Sécurité Mondiale du 07 janvier 2004 sur le web : [www.iqhei.ulaval.ca](http://www.iqhei.ulaval.ca) ISSN 1703-7913. De l'autre côté, Gbagbo aurait importé du matériel militaire sophistiqués des anciens pays de l'est et recruter des mercenaires à cet effet dans ces pays et en Afrique.

planteurs ». La production générale des principaux produits a chuté en 1999 alors que les prix ont diminué depuis 1997 pour le coton, l'huile d'arachide et de palme, du sucre aussi bien que pour le cacao et le café (respectivement 40%). Les exportations du café ont diminué fortement. Ces difficultés économiques ont coïncidé avec la libéralisation de l'économie ivoirienne. Ce qui a provoqué une conjoncture sociale et économique particulièrement défavorable. La réforme de la caisse de stabilisation de soutien des prix de produits agricoles (Caistab) réalisée en 1999 et la libéralisation de la filière cacao ont provoqué le mécontentement des exportateurs car l'état ne pouvait plus apporter son soutien à ces derniers. La stabilisation des prix de cacao et la garantie des ventes anticipées par la Caistab avaient cessé dès août 1999 (Sindzingre 2000 : 28).<sup>18</sup>

La libéralisation des prix a emmené la concurrence parmi les producteurs et la fluctuation des cours s'est directement répercutée sur eux. En plus de ce facteur, l'Union Européenne a aussi autorisé l'utilisation d'autres matières que le cacao (le beurre de karité) dans la fabrication du chocolat à hauteur de 5%. C'est pourquoi les producteurs ivoiriens ont vendu le cacao à des prix historiquement bas en 1999. Cette situation économique a fini par des mouvements de grève, de blocage de la commercialisation du cacao, et de la destruction de milliers de tonnes de cacao.

Ces mouvements de grève se sont étendus sur les autres producteurs locaux de coton (à cause de la fixation du prix du coton après la libéralisation de la filière en 1998), et de palmier à huile (contre des prix trop bas). Même les dockers du port d'Abidjan ont protesté contre la baisse de leurs salaires. Par ailleurs, l'augmentation des prix de certains produits de première nécessité comme le carburant répercutée sur les tarifs des transports en commun a provoqué la diminution du pouvoir d'achat de la population.

Le stimulateur de ces problèmes est lié au comportement d'Henry Konan Bédié dans la gestion des affaires publiques du pays qui a entraîné le gèle des financements en 1999 par les institutions de Bretton Woods. Ce qui se résume par : 1. l'indifférence notoire du régime d'Henry Konan Bédié « aux évolutions du contexte international » ; 2. la diminution de l'aide publique au développement (ADP) par les bailleurs de fonds ; 3. L'émergence de thèmes comme la « bonne gouvernance et la responsabilité » et leur ignorance par le régime de Bédié (Ibid.)<sup>19</sup> ; 4.

---

<sup>18</sup> Sindzingre (Alice). *Le contexte économique et social du changement politique en Côte d'Ivoire*. Afrique Contemporaine, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, p. 28

<sup>19</sup> Ibid.



l'étendue de la fraude fiscale, l'absence de sanctions des individus convaincus de détournements, de substantielles dépenses ou de budget, ainsi que des dépenses non ordonnées. Bref, en somme, l'inertie du régime sur la lutte contre la pauvreté et l'inefficacité des dépenses publiques dans les secteurs sociaux constituent parmi tant d'autres, les facteurs de déstabilisation du pouvoir de Bédié (Ibid.).<sup>20</sup>

Pour atteindre leurs objectifs politiques, certains politiciens ont utilisé la crise économique, le problème du foncier et celui des étrangers pour créer des sentiments de xénophobie au sein de la population forestière de la Côte d'Ivoire. C'est donc sur cette base qu'après la mort de Félix Houphouët Boigny en 1993 que la notion de l'« Ivoirité » fut politiquement exploitée par H.K.Bédié et ses partisans pour écarter son principal concurrent et premier ministre Alassane Dramane Ouattara (ADO).

### **B. Les causes politiques de la crise Ivoirienne : démocratie et vieux souvenirs**

La démocratie est un couteau à double tranchant. Elle réussit dans des sociétés où certaines conditions socio-économiques sont déjà réunies- succès économique et existence d'une société civile digne de ce nom. Quand ces conditions ne sont pas satisfaisantes, la démocratie peut créer l'anarchie qui peut conduire à son tour à des crises identitaires débouchant sur des conflits ethniques ou sur la montée au pouvoir d'un dictateur comme cela a été le cas de Mussolini en Italie et de Hitler en Allemagne avant la deuxième guerre mondiale (Kaplan 2001 : 59-72).<sup>21</sup> Le succès économique et l'existence d'une société civile dynamique digne de ce nom contribuent à atténuer ou bien à éradiquer les facteurs qui sont susceptibles de créer l'exclusion et la crise identitaire.

Dans la littérature de la formation identitaire des communautés, groupes ethniques ou peuples, nous distinguons trois théories dont le primordialisme, le constructivisme et le structuralisme. D'après la théorie primordialiste, l'identité nationale est naturelle. Elle est essentielle et s'observe objectivement par des traits caractéristiques comme par exemple des traits raciaux, linguistiques, culturels et religieux. Quant à la théorie constructiviste, elle soutient que l'identité nationale est imaginée et

<sup>20</sup> Ibid. La mauvaise gestion se manifeste par le dépassement du déficit budgétaire prévu (1,8 du PIB en 1998 contre 1,5 prévu).

<sup>21</sup> Kaplan (D. Robert). February 2001. *The coming anarchy—shattering the dreams of the Post-cold war*. First Vintage books edition, pp.59-72

construite. Enfin, le structuralisme suggère que l'identité nationale est le résultat de la mobilisation de certaines élites qui, psychologiquement affectées se trouvent dans des situations conflictuelles dans lesquelles il y'a divergence d'approches dans la distribution des ressources économiques et de pouvoir (statut social en général) (Jaffrelot 1995).<sup>22</sup>

Dans les crises en Afrique en général, et celle de la Côte d'Ivoire en particulier, si l'échec de la construction de l'état ou « state building » des premiers régimes constitue une des causes profondes, le primordialisme ethnique constitue l'une des causes immédiates. En Côte d'Ivoire, l'«Ivoirité» constitue la manifestation du primordialisme ethnique de l'ancien Président Henri Konan Bédié qui l'a hérité du président Houphouët et du cercle d'intellectuels qui a contribué à la mise en œuvre politique de cette idéologie qui au départ, selon Emma Yéo O. (2007) était culturelle<sup>23</sup>. Contrairement à ce que beaucoup de gens croient, en Côte d'Ivoire, l'Ivoirité, « l'esprit du nouveau contrat social du Président Bédié » (Dozon 2000 : 15)<sup>24</sup> ne date pas d'aujourd'hui. L'Ivoirité trouve son origine dans la première décennie de l'indépendance du pays. En 1966, lorsque le président Houphouët Boigny entreprit la politique de la double nationalité, l'Assemblée Nationale ivoirienne s'y opposa fermement. Auparavant, en 1934, l'ADIACI (Association de Défense des Intérêts des Autochtones de Côte d'Ivoire) se plaignait toujours auprès de l'administration coloniale à cause du fait que les Dahoméens occupaient des postes « avantageux » dans ladite administration. Ce qui montre que le processus du primordialisme était déjà à pied d'œuvre dès l'indépendance. Il faut noter aussi qu'en 1958, quelques années avant l'indépendance, les Dahoméens furent l'objet d'un sentiment de xénophobie à cause de leurs fonctions « avantageux » dans l'administration (Ibid.).<sup>25</sup>

Malgré ces ressentiments identitaires, l'hostilité n'a atteint son paroxysme qu'à partir de 1990 lors de la dernière élection d'Houphouët Boigny à la magistrature suprême. Depuis l'indépendance, le vieux parti unique PDCI-RDA (Parti Démocratique de Côte d'Ivoire/Rassemblement

---

<sup>22</sup> Jaffrelot (Christophe). 1995. *Quelques théories de la nation*. In Cordellier, Serges (dir.), Nations et nationalismes, La Découverte, les dossiers de l'état du Monde, Paris ISBN 2-7071-2510-5

<sup>23</sup> L'« Ivoirité », selon Emma Yéo. O. serait apparue pour la première fois en 1974 dans le numéro de Fraternité Matin du 21 novembre : l'article, écrit par Pierre Niava était intitulé « De la griotique à l'ivoirité » en parlant de l'artiste et écrivain ivoirien Niangoranh Porquet.

<sup>24</sup> Dozon, (J-P). *La Côte d'Ivoire au péril de l'Ivoirité-Genèse d'un coup d'état*. Afrique Contemporaine, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, N°193, p.15.

<sup>25</sup> Ibid.

Démocratique Africain) avait toujours autorisé les étrangers à voter. Laurent Gbagbo, seul candidat opposant à l'époque s'était plaint et avait dénoncé le vote des « étrangers » qu'il croyait être comme la cause de la réélection d'Houphouët Boigny. Psychologiquement affecté par la réélection d'Houphouët, et sentant l'exclusion de sa communauté ethnique à travers son échec, l'opposant traditionnel du « Vieux » (Houphouët) commença une campagne de prise de conscience identitaire indexant les ressortissants étrangers et toute personne ayant un nom de famille à consonance mandingue ou musulmane comme étrangers (Ibid).<sup>26</sup>

Cette campagne contribua à réveiller les vieux démons de l'histoire. En effet, la frustration de Laurent Gbagbo lors des élections de 1990 ne constitue pas la seule raison de la stigmatisation du phénomène « étranger » en Côte d'Ivoire. Depuis bien avant les indépendances en Afrique Occidentale, les ressortissants des pays voisins ont constitué la main d'œuvre dans les plantations, mais après les indépendances, Houphouët Boigny a encouragé l'immigration interne qui a emmené les communautés Baoulés à s'intéresser aux champs de café et de cacao du sud-ouest du pays. Le foncier était donc largement partagé entre les « Ivoiriens Baoulés » et les « étrangers Burkinabés » et autres ressortissant d'Afrique de l'Ouest. Les communautés Bété et Wê du sud-Ouest ont senti que leurs terres (Schwartz 2000 : 56)<sup>27</sup> étaient non seulement occupées par des « étrangers Baoulés », mais aussi par de « vrais étrangers venant de loin ». D'un côté, ces « vrais étrangers » se sont trouvés exclus et marginalisés par la population autochtone, et de l'autre, par les pouvoirs locaux qui ont souvent cédé sous la pression de la population autochtone après la campagne de prise de conscience identitaire menée par Gbagbo et ses partisans. En réalité, dans un premier temps, Laurent Gbagbo était opposé à la « baoulénisation » des affaires publiques dans son pays, puis dans un deuxième temps, après son échec à la première élection libre, l'élément étranger s'ajouta fortement à son vocabulaire.

C'est pourquoi la dénonciation du FPI (Front Populaire Ivoirien) —le Parti qu'il a créé— du vote des étrangers et la revendication d'un droit de préséance sur la propriété du sol dans le sud et dans le sud-Ouest du pays se faisaient sur fonds de problèmes fonciers et de crise de l'économie de plantation (Dozon 2000 : 6).<sup>28</sup>

<sup>26</sup> Ibid.

<sup>27</sup> Schwartz (Alice). *Le conflit foncier entre Krou et Burkinabé à la lumière de l'« institution krou man »*. Afrique Contemporaine, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, N°193. p.56.

<sup>28</sup> Dozon (J-P). *La Côte d'Ivoire au péril de l'« Ivoirité »-genèse d'un coup d'état*. Afrique Contemporaine, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, N°193, p.6.

### **C. La dégradation de la situation sociopolitique après la mort d'Houphouët Boigny et l'installation du dilemme sécuritaire**

Depuis la mort du président Houphouët Boigny en 1993, l'affrontement entre le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) d'Henry Konan Bédié et le Rassemblement Des Républicains (RDR)<sup>29</sup> d'Alassane Dramane Ouattara (ADO) a contribué à la dégradation de la situation sociopolitique de la Côte d'Ivoire. Après la mort du « père de l'indépendance », la nationalité d'ADO, alors Premier Ministre chef du gouvernement à cette époque a été mise en doute par ses adversaires politiques. Au moment de la mort d'Houphouët, il était le seul challenger crédible d'Henry Konan Bédié. Pour écarter Alassane D. Ouattara de la compétition, H. K. Bédié fit modifier le code électoral en 1995 qui interdit l'ancien premier ministre de se présenter à l'élection présidentielle.

Bédié qui voulait éliminer son principal opposant ADO pour avoir les mains libres a utilisé la notion de l'Ivoirité. Notion qui provoqua le sentiment d'exclusion chez certaines populations de Côte d'Ivoire à l'occurrence les nordistes appelés communément Dioulas. L'Ivoirité est donc devenu une notion qui a mis le groupe ethnique Akan (Agni, Baoulé, Abron) au dessus de tous les autres groupes ethniques. L'homme Akan, surtout le Baoulé devint un modèle idéal de l'Ivoirité. Pour Bédié, les Baoulés étaient fait pour diriger la Côte d'Ivoire.

La modification du code électoral qui a transformé le concept de l'ivoirité en loi est devenu un ferment de division interne. Il faudra toutefois noter que ADO, alors premier ministre avait institué la prise de cartes de séjour en Côte d'Ivoire. Politique qui provoqua le mécontentement des ressortissants des pays voisins et de la sous région. Plus tard, après son exclusion par le président Bédié, son parti politique le RDR, issu du PDCI-RDA qui se voulait un parti politique du «centre droit» se vit non seulement obligé de recruter principalement au sein de la population Dioula nordiste (Dozon 2000 : 19)<sup>30</sup> mais aussi au sein de la population étrangère. C'est pourquoi l'ivoirité attisa les vieux ressentiments historiques identitaires pour créer un sentiment de dilemme sécuritaire non seulement dans les villes où les

---

<sup>29</sup> Le RDR est né de l'éclatement du PDCI-RDA après la mort d'Houphouët Boigny.

<sup>30</sup> Dozon (J-P). *La Côte d'Ivoire au péril de l'«Ivoirité»-Genèse d'un coup d'état*. Afrique Contemporaine, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, N°193, P.19.

différentes ethnies se côtoient à longueur de journée, mais aussi entre le Nord ivoirien à majorité musulmane et le sud à majorité chrétienne depuis 1995. Cette situation a conduit à oublier relativement la vieille rivalité qui existait entre les gens du sud-ouest Bété et Baoulé qu'avait créée Houphouët Boigny.

La polémique autour de la doctrine de l'ivoirité qui est devenue une législation avec la modification et l'adoption du code électoral par l'Assemblée Nationale a été fatale pour le pays car plus du tiers de la Côte d'Ivoire sont d'origine étrangère (Decraene 2000 : 6)<sup>31</sup>. En plus de l'origine étrangère, la majeure partie de ces populations est musulmane. C'est de cette situation de dilemme sécuritaire, de crise économique et de la mauvaise gestion des affaires publiques que le coup d'état de Décembre 1999 est survenu.

La montée au pouvoir du Comité National de Salut Public (CNSP) du Général Robert Gueï n'a rien changé à la situation. Au contraire, son règne a contribué à la dégradation pure et simple du climat politique ivoirien. A la veille des élections présidentielles de 2000, la surenchère politique a continué de plus belle. Le débat sur l'identité nationale a été repris et Laurent Gbagbo, l'opposant de deux décennies est soupçonné de collaboration avec l'ancien président H. K. Bédié. Le RDR est accusé de distribuer des cartes d'électeurs aux étrangers. Contrairement à ce que beaucoup d'observateurs ont pensé, le coup d'état a exacerbé la vie politique ivoirienne en la transformant en querelles ethniques, religieuses, et régionales.

L'identification des groupes ethniques par eux-mêmes comme les uns constituant une menace pour les autres a créé une situation de dilemme sécuritaire non seulement en Côte d'Ivoire, mais aussi entre elle et les autres pays de la sous région. Les élites politiques ont été les principaux acteurs de l'aggravation de la prise de conscience identitaire, et pour galvaniser leurs publiques, elles ont utilisé les anciens souvenirs historiques de domination ou d'occupation, des mythes, ... bref, des symboles ethniques qui renforcent les préjugés et les haines populaires. Elles ont contribué ainsi à l'instauration du dilemme sécuritaire qui a conduit à la guerre civile en 2002. Selon la théorie des « politiques symboliques » ou symbolisme politique (Symbolic politics en anglais), développé par Stuart Kaufman

---

<sup>31</sup> Decraene (P). *L'éviction du Président Henri Konan Bédié : une revue des faits*. Afrique Contemporaine 1<sup>er</sup> trimestre 2000, N°193, p.6.

(1996)<sup>32</sup>, les intellectuels, les leaders politiques belligérants, les masses populaires hostiles, et le dilemme sécuritaire provoquent des conflits ethniques en enfonçant les uns et les autres dans une spirale de guerre continue. Pour Kaufman, ces facteurs émergent seulement quand les conditions nécessaires suivantes sont réunies : d'abord, il faut qu'il y ait des situations d'insatisfactions rationnelles liées à des griefs comme les doléances, les gains économiques et inégalité ethniquement définie. En plus de cela, il faut qu'il y ait des accusations émotionnelles résultant de la peur d'extinction ethnique liée non seulement à l'histoire de domination ethnique, la menace démographique et la menace des symboles ethniques, mais aussi des stéréotypes négatifs de groupes ethniques donnés. Ensuite, pour qu'il y ait dilemme sécuritaire, il faut l'existence d'une situation d'anarchie dans laquelle l'état est incapable ou n'a pas la volonté de protéger les groupes les plus importants, c'est-à-dire les groupes qui ont la capacité de se mobiliser, de combattre et qui ont comme base un territoire ou une partie du pays. Enfin, l'existence de conditions de surenchère par les élites belligérantes dans lesquelles la compétition à travers des organisations politiques et médiatiques est possible quand les groupes ethniques ont assez d'espace politique (Ibid.).<sup>33</sup> Dans de telles situations, des mouvements de masses ethno nationalistes peuvent surgir du jour au lendemain pour se mobiliser autour de questions ethniques, ce qui démontre l'existence réelle d'une situation d'hostilité de masses. En plus de ces conditions, des clients protecteurs étrangers jouent aussi un rôle important dans l'éclatement des conflits ethniques parce qu'ils fournissent les moyens de combat aux différents groupes hostiles.

Toutes ces conditions ont existé en Côte d'Ivoire avant la rébellion de septembre 2002 : l'insatisfaction rationnelle des autochtones du sud et du sud-ouest liée au problème du foncier et la crise économique. L'encouragement de ces autochtones par les discours des élites politiques contre les « étrangers burkinabés et maliens », les accusations émotionnelles liées non seulement à l'histoire de domination des ethnies du Nord, mais aussi à la possible peur d'extinction ethnique ou culturelle due à la forte démographie grandissante des nordistes au sud ont tous contribué à l'installation du dilemme sécuritaire. Au moment du coup d'état du Général

---

<sup>32</sup> Kaufman (J. Stuart). *Spiralling to ethnic war: elites, masses, and Moscow in Moldova's civil war*. International Security, fall 1996, Vol.21, N°2, p.108 (31).

<sup>33</sup> Ibid. Les élites belligérantes utilisent les organisations politiques et les médias pour leurs propagandes en vue d'aiguiser les positions extrémistes nationalistes quand ils sont au pouvoir ou non-ou quand la force coercitive de l'état est absente par suite de disparition du pouvoir central ou par incapacité.

Robert Gueï en 1999, une anarchie anachronique s'était déjà installée en Côte d'Ivoire. Toute personne ayant un nom de famille à consonance nordiste était appelée « étrangère » ou suspectée comme tel. L'État ivoirien était incapable d'éradiquer le sentiment de xénophobie et n'avait pas non plus la volonté de protéger les groupes indexés d'étrangers. Finalement, la surenchère des élites politiques belligérantes qui ont utilisé des organisations politiques et les médias pour véhiculer des messages extrémistes et nationalistes a conduit inéluctablement à la guerre civile et à la partition du pays.

## **II - Une gestion difficile et problématique du conflit Ivoirien**

Plusieurs théories sur la résolution des conflits existent. Nous avons la théorie de la suppression qui consiste à laisser les parties se battre jusqu'à la victoire finale et définitive d'un côté et la suppression de l'autre. La deuxième théorie consiste au partage du pouvoir entre les différentes forces en face. La troisième, c'est la reconstruction identitaire en encourageant les leaders, les individus et les groupes à adopter des attitudes bénignes. La quatrième théorie discute de la construction des institutions gouvernementales et des infrastructures économiques par l'occupation totale du pays par une troisième partie. Ce qui constitue le rétablissement de l'Etat. Une dernière théorie parle de la séparation physique (territoriale) des parties en conflit (Kaufman 1996).<sup>34</sup> En Côte d'Ivoire, à part les théories qui prônent la suppression d'un belligérant par l'autre et celle de la séparation physique du territoire au profit des deux belligérants, des tentatives de réconciliation, de partage du pouvoir et de reconstruction positive des identités ethniques par les parties en conflit ont toutes échouées.<sup>35</sup> Par

---

<sup>34</sup> Kauffman (Chaim). *Possible and Impossible solution to ethnic civil war*. International Security, spring 1996, Vol.20, N°4, p.136 (40).

<sup>35</sup> Après l'éclatement de la crise ivoirienne en septembre 2002, des tentatives de résolution locales du conflit ont été d'abord entreprises par le Président malien Amadou Toumany Touré qui a invité les Présidents Laurent Gbagbo de la Côte d'Ivoire et Blaise Compaoré du Burkina Faso pour discuter entre frères ennemis les voies et moyens de sortie de crise. C'est après l'échec de cette tentative que le Président français Jacques Chirac invita toutes les forces politiques ivoiriennes (le FPI- partie au pouvoir ; les Forces Nouvelles composées du MPCI, du MFA et du MPIGO ; le PDCI ; le PIT ; le RDR ; l'UDCI ; l'UPDCI) à une Table Ronde qui s'est réunie à Linas Marcoussis du 15 au 23 janvier 2003. Cette rencontre non plus n'a pas été effective car le texte consensuel ou les recommandations de sortie de crise n'ont pas été respectées par le pouvoir en place pour de diverses raisons. Après

contre, une troisième partie, à défaut d'une occupation totale du territoire est intervenue sous forme de maintien de la paix.<sup>36</sup> A côté de ces possibilités, il existe aussi la technique qui consiste à écarter le leader hostile à la paix, à organiser son exil à l'étranger quitte à le faire juger plus tard (lui et ses complices) par un tribunal international. Chaque conflit ethnique a ses spécificités et les modes de résolution peuvent différer d'une région à l'autre. C'est pourquoi la connaissance de la culture des parties belligérantes est nécessaire pour le choix du mode de résolution du conflit. En général, la résolution des conflits se heurte à deux principaux obstacles : l'attitude hostile des parties en conflit et l'opposition populaire au compromis provoquée par l'une des parties.

Selon Stuart Kaufman (1996), les attitudes hostiles des groupes ethniques et parties belligérantes constituent le principal obstacle à la résolution des conflits ethniques. Au fur et à mesure que la confrontation continue, la position des différentes parties se durcit. Les mythes et les stéréotypes véhiculés par les élites galvanisent les membres des groupes belligérants à supporter et à poursuivre des objectifs politiques qui se résument à la domination de leur groupe ethnique. Chaque confrontation ou massacre produit de nouveaux mythes et symboles qui sont utilisés, soit pour diaboliser l'autre partie, soit pour se venger.<sup>37</sup> Ces symboles et ces mythes justifient, aux yeux des parties belligérantes, la continuation du combat ou le maintien partiel du statu quo. Dans cette situation, l'idée de compromis est difficilement acceptée par les membres des différentes parties en conflit. Ceux qui le proposent sont aussi accusés d'être lâches ou traîtres.

---

l'échec de cette tentative, la CEDEAO (Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest), l'Union Africaine et les Nations Unies se sont investies par des médiations, maintien de la paix, rencontres et négociations qui ont tous été en partie inefficaces ou voués à l'échec. Le Premier Ministre de transition Seydou E. Diarra issu des accords de Marcoussis a démissionné et un nouveau premier Ministre en la personne de Charles K. Bani a été nommé pour un an pour mener à bien les négociations et les futures élections présidentielles.

<sup>36</sup> Les Français ont d'abord intervenu avec la mission Licorne, puis après la résolution de l'ONU, la force Licorne a été mise sous l'égide de l'organisation internationale.

<sup>37</sup> C'est le cas du massacre de Yopougon à Abidjan en 2000 où une cinquantaine de partisans « dioulas » dont la majorité appartenait au RDR avaient trouvé la mort. En 2002, à la suite du coup d'état manqué et l'occupation de Bouaké par les militaires rebelles au régime d'Abidjan, plus de soixante gendarmes et leurs familles ont été exécutés en guise de vengeance du massacre de Yopougon.



A côté de l'obstacle principal, l'opposition populaire au compromis au sein d'un groupe ou de groupes ethniques constitue aussi un obstacle critique à la résolution des conflits ethniques et est le plus souvent pilotée par des associations ou des organisations politiques (Kaufman 2004).<sup>38</sup> C'est le cas des « Jeunes Patriotes » et d'autres milices créées par le pouvoir en place pour l'occasion. Même si l'élite politique à l'origine du chauvinisme ethnique comme par exemple le cas de la Côte d'Ivoire, décide plus tard d'être modéré et d'accepter une négociation pour un compromis, il n'aura plus la maîtrise de la masse qu'il a lui-même galvanisé et risque d'être victime de sa propre manipulation.<sup>39</sup>

### CONCLUSION :

Depuis la découverte de l'Afrique par les Européens au 16ème siècle (Cissoko 1966)<sup>40</sup>, elle a certes été la « vache à lait » des puissances occidentales (l'esclavage, la colonisation), mais les causes des maux de l'Afrique d'aujourd'hui ne sauraient se limiter à ces causes historiques. Les causes immédiates et profondes sont la mauvaise qualité de nos élites politiques et intellectuelles qui, aveuglées par leurs intérêts égoïstes n'hésitent pas à mettre en péril l'unité nationale en mettant dos à dos des communautés qui ont toujours vécu ensemble pendant des décennies voire des centaines d'années sans problèmes majeurs.

Le conflit ivoirien qui est en voie de résolution laissera des séquelles difficiles à éliminer à court terme car près de deux générations du groupe Baoulés et d'autres groupes ethniques ont vécu la déformation de l'histoire, l'intoxication politique sur la supériorité d'une ethnie sur d'autres et la marginalisation totale ou partielle de groupes ethniques vis-à-vis de la gestion politique et économique du pays. Mythes et symboles ont été convertis en idéologies du nationalisme ethnique à travers les stratégies politiques des élites. Ces idéologies sont rentées dans la conscience du peuple ordinaire en allumant leur émotion, transformant ainsi les voisins et les victimes de la classe dominante en démons. Après le rétablissement de

---

<sup>38</sup> Kaufman (Stuart). *Peace-building and conflict resolution*. Conference: "Living together after ethnic killing: debating the Kaufmann hypothesis". Rutgers University New Brunswick, NJ. October 2004.

<sup>39</sup> C'est pourquoi dans certain cas, la négociation ou le cessé le feu est mis en question à cause du boycott ou de l'assassinat de leader d'une partie par les partisans extrémistes de leurs propres camps.

<sup>40</sup> Cissoko-M., Sékéné (1966). *Histoire de l'Afrique Occidentale : Moyen âge et temps modernes VIIè Siècle-1850*, Club Africain du Livre, Présence Africaine.

la paix, le nouveau gouvernement et toute la classe politique et la société civile auront la lourde tâche de la reconstruction nationale. Reconstruction nationale qui passe forcément par la rééducation des masses populaires en éliminant les préjugés et les stéréotypes. A côté de ces actions de sensibilisation pour le rétablissement de la paix, l'application de bonnes politiques économiques qui assurera la répartition ou la redistribution égale des fruits des ressources économiques à toutes les couches sociales du pays s'avèrera cruciale. Bref, la bonne gouvernance est la seule solution crédible pour une nouvelle Côte d'Ivoire dans laquelle tout le monde s'y reconnaîtra, où les clivages ethniques, politiques et l'exclusion n'existeront pas ou à défaut, seront atténués.

**BIBLIOGRAPHIE :**

- Akindès (Francis). 2004. *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*, Série de monographie, CODESRIA, ISBN : 2-86978-135-0, 50 pages.
- Barot (Gilles). *Pouvoir central et dérives régionalistes au Kenya*. Afrique Contemporaine, N° spécial, 3<sup>ème</sup> trimestre 2001, pp. 159-165.
- Bouquet (Christian). *Etre étranger en Cote d'Ivoire : la nébuleuse Dioula*, sur le Web : <http://www.african-geopolitics.org/show.aspx?ArticleId=3446> voir aussi : Christian Bouquet, *Géopolitique de la Côte d'Ivoire. Le désespoir de Kourouma*, collection Perspectives géopolitiques, Paris, Armand Colin, 2005, 315 p.
- Cabrillac (Bruno). *Les aspects économiques et financiers de la crise ivoirienne*. Afrique Contemporaine, N°193, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, pp. 38-44.
- Chaléard (Jean-louis). *Les derniers carrés de chocolat—la fin d'un système économique politique en Côte d'Ivoire ?* Afrique Contemporaine, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, pp. 45-55.
- Dozon (Jean-pierre). *La Côte d'Ivoire au péril de l' « Ivoirité »--Genèse d'un coup d'Etat*. Afrique Contemporaine N°193, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, pp. 13-23.
- Decraene, (Philippe). *L'éviction du Président Konan Bédié : une revue des faits*. Afrique Contemporaine N°193, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, pp. 3-8.
- Ellis (Stephen). *Les guerres en Afrique de l'Ouest : le poids de l'histoire*. Afrique Contemporaine N°198, 2<sup>ème</sup> trimestre 2001, pp. 51-56.
- Gledhill (John). 2000. *Power and its disguises—Anthropological perspectives on politics*. London. Pluto Press, 2<sup>nd</sup> ed.
- Hugon, Philippe, *L'Economie de l'Afrique*, 4<sup>ème</sup> édition, Paris, La Découverte 2003- (Repère ; 117)
- Hugon (Philippe). *Comment comprendre les conflits en Afrique*. In *Marchés tropicaux et méditerranéens* N° 293 1-11 janvier 2002, pp. 55-56.
- Jaffrelot (Christophe). *Quelques theories de la nation*. In Cordellier, Serges (dir.), *Nations et nationalismes*, La Découverte, 1995—Les dossiers de l'état du Monde, Paris ISBN 2-7071-2510-5
- Kauffman (Chaim). *Possible and impossible solution to ethnic civil wars*. International Security, Spring 1996 Vol. 20 N°4 p.136 (40).
- Kaufman (J. Stuart). *Social identity and the roots of future conflicts*. Department of Political Sciences, University of Kentucky, October 2003.
- Kaufman (J. Stuart). 2001. *Modern hatred—the symbolic politics of ethnic war*. Cornell University Press.
- Kaufman (J. Stuart). *Spiralling to ethnic war: elites, masses, and Moscow in Moldova's civil war*. International Security, fall 1996, Vol.21, N°2, p.108 (31).
- Lacoste (Yves). 2003. *Géopolitique des tragedies africaines*. Hérodote N° 111, Paris, Edition La Découverte, ISBN 2-7071-4187-9
- Löwy (Michael). *Patrie ou planète ? La montée des nationalismes dans le monde*. In Jacques Bidet et Jacques Texier, *Le nouveau système du Monde, Actuel Marx Confrontation*, 1<sup>ère</sup> édition, janvier 1994, Presses Universitaires de France.
- Mueller (John). *The banality of "ethnic war"*. International Security, summer 2000 Vol.25 N°1 p. 42.
- Pascalini (Valerie). In *Jamana* N°49, Decembre 2002, pp. 25-28.

Posen (Barry). The security dilemma and ethnic conflict, *Survival* Vol.35 N°1 spring 1993.pp.27-47.

Perrot (Claude-Hélène). *Choses vues en Côte d'Ivoire (15 au 20 Décembre 1999)*. Afrique Contemporaine, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, pp. 24-26.

Schwartz (Alfred). *Le conflit foncier entre Krou et Burkinabe à la lumière de l' « Institution Krouman »*. Afrique Contemporaine 1<sup>er</sup> trimestre 2000, pp.56-65.

Sindzingre (Alice). *Le contexte économique et social du changement politique en Côte d'Ivoire*. Afrique Contemporaine 1<sup>er</sup> trimestre 2000, pp.27-37.

Soudan (François). *Requiem pour Marcoussis*, J.A/ L'Intelligent N° 2256- du 04 au 10 Avril 2004 ; voir aussi dans le même numéro, les articles de : Francis Kpatindé : « *Et l'ONU débarque...* » ; et Cheick Yérim Seck : « *Abidjan à feu et à sang* ».

Veyrac, J-Louis. Sur le Web. 31/07/04. Afrique Noire, <http://ethnisme.benvautier.com/analyses/regions/afriquenoire.html>